

Sous-direction de la construction  
Bureau de la MOA 4  
Affaire suivie par :  
Rémi FRANCOIS  
Remi.francois@interieur.gouv.fr

Paris, le

Madame, Monsieur ;

La Direction de l'Immobilier et de l'Environnement envisage de lancer une consultation sur devis pour la fourniture et la pose d'équipements sportifs destinés à équiper la salle de sport du nouveau commissariat de Maisons-Alfort, situé au 71 avenue de la République.

Cette procédure de consultation est mise en œuvre conformément à l'article L2123-1 et aux articles R2123-1 et suivants du Code de la commande publique. Elle sera réalisée exclusivement sur la plateforme publique PLACE. Les candidats devront fournir tous les documents nécessaires et remplir l'ensemble des exigences décrites ci-dessous.

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- La présente Lettre de Consultation (LC)
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Annexe1\_Visuels
- Annexe2\_Acces\_Tous\_Sites

Référence de la consultation : **CIAT\_MA\_EQUIPEMENTS\_SPORTIFS**

#### CONTEXTE DE LA MISSION :

Dans le cadre de la construction du nouveau commissariat de Maisons-Alfort, situé au 71 avenue de la République, la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement de la Préfecture de Police de Paris prévoit d'équiper la future salle de sport destinée aux fonctionnaires qui y travailleront.

La salle de sport sera située au 3ème étage, accessible par des escaliers comportant deux unités de passage, ainsi que par un ascenseur qui seront mis à disposition. Les transporteurs auront la possibilité d'accéder directement à la cour de l'hôtel de police, ce qui leur permettra d'être à proximité immédiate de l'entrée.

Le titulaire du marché aura pour mission de meubler la salle de sport, il devra prévoir un plan pour justifier l'aménagement de la salle de sport de manière à respecter la charge admissible 500 daN/m<sup>2</sup>. En annexe, se trouve un extrait du plan de la salle de sports et quelques photos.

L'ouverture du commissariat est prévue pour début avril.

### GESTION ET TRI DES DECHETS

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par la fourniture et pose de casiers, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de son offre, le prestataire mettra en avant les solutions mises en œuvre pour limiter son impact environnemental.

### REGLEMENT DE CONSULTATION

#### 1. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE

Si vous êtes intéressé par cette mission, vous devez nous faire parvenir votre offre avec les éléments suivants :

- Les DC1, DC2 (avec mention du chiffre d'affaires de la société sur les 3 dernières années) et DC4 si nécessaire, dûment complétés ;
- Le RIB ;
- Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
  - Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis de moins de 3 mois, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document.
  - Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée
- Un mémoire technique
- La présente lettre de consultation avec la mention « lu et approuvé »
- Un planning indiquant les délais de livraison à partir de la transmission du bon de commande
- Les fiches techniques de l'ensemble des produits

## 2. VISITE DE SITE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il n'est pas prévu de visite de site dans le cadre de la présente consultation.

Au cas où le candidat aurait besoin d'informations complémentaires pour la remise de son offre, ses questions devront être posées, via PLACE, au plus tard le 9 Mars 2026 à 12h00.

## 3. REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises par voie dématérialisée via PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et heure limite indiquées ci-après :

### DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le 16 Mars 2026 à 12h00

## 4. LANGUE UTILISEE ET UNITE MONETAIRE

La langue de la consultation est le français et l'unité monétaire de règlement est l'Euro (€).

## 5. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Les candidats sont informés des dispositions ci-après exposées :

- Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles dans sa dernière version en vigueur au mois M0 s'appliquera à la présente mission ;
- Les variantes ne sont pas autorisées et les variantes à l'initiative de l'acheteur sont sans objet ;
- Le marché sera financé par le budget Etat de la préfecture de Police. Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivi d'un virement ;
- En cas de réponse par un groupement, la forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

## 6. ANALYSE DES OFFRES

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

- Prix (pondération 80%)

Le critère prix des prestations sera analysé sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule

suivante:

$$\text{Note} = (\text{Prix solution moins élevée HT} / \text{Prix solution analysée HT})^3 \times 100$$

(\*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.

Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 80% pour obtenir la note finale pour le critère prix.

- Valeur environnementale (pondération 20%)

Le critère valeur environnementale sera notée sur 100 points avec une pondération à 20%.

Le soumissionnaire devra :

- Fournir les modalités de tri et de stockage des déchets sur le chantier ;
- Indiquer les éléments permettant de réduire la quantité des déchets produits ;
- Indiquer les éléments permettant de valoriser/réutiliser les déchets indispensables à la réalisation de la prestation ;
- Indiquer les éléments permettant de limiter l'impact des transports, pourcentage de véhicule utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations comportant un certificat qualité de l'air (Crit'air 0, 1 et 2 ou EURO 6,5 EEV ou motorisation alternative correspondant à des véhicules peu polluant).

## 7. NEGOCIATIONS – REGULARISATION DES OFFRES

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ou de ne pas négocier. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la préfecture de Police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

Conformément aux articles L2152-1 à L2152-8 du code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières est laissée à la discrétion de l'acheteur

## 8. MODALITES DE PAIEMENTS

Pour chaque élément de mission, les prestations sont réglées conformément au détail de prix de l'annexe 1 et à la répartition suivante :

- 100% de l'élément de mission à la validation de cet élément par le pouvoir adjudicateur.

## 9. RECOURS

### 9.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

### 9.2 SERVICE AUPRÈS DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffe du Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

### 9.3 ORGANE CHARGÉ DES PROCÉDURES DE MÉDIATION

Le médiateur des entreprises, 139 rue de Bercy, 75572 Paris.

Courriel : mediateur.marches-publics@finances.gouv.fr

Téléphone : 01 55 35 24 25

Télécopie : 01 40 04 04 04

Adresse internet : <http://www.mieist.bercy.gouv.fr>

Fin du présent règlement de consultation.